

VIII.—LES CULTIVATEURS ET LE LIBRE-ECHANGE.

C'est aux cultivateurs surtout que s'adressent les journaux rouges pour les convertir aux beautés du libre-échange. Ils désespèrent de convertir les autres classes de la société. Ce sont les mêmes habileurs qui leur disaient en 1872, que le pays serait cent fois plus prospère si les produits agricoles et les manufactures étaient protégés, car le nombre des consommateurs à l'aise deviendrait plus considérable et les cultivateurs vendraient leurs produits plus cher, vu que la demande augmenterait. D'un autre côté, si les grains américains étaient frappés de droits à la frontière, le prix de l'orge, du seigle augmenterait, car les brasseurs canadiens ne se serviraient que de grains du pays; l'avoine, les pois auraient plus de valeur ainsi que tous les autres produits de la ferme.

Voilà ce que les rouges travaillent à réfuter, cela même qu'ils chantaient partout et sur tous les tons autrefois. Par malheur pour eux, ce qu'ils disaient en 1872 a beaucoup plus de force aujourd'hui que dans ce temps-là. Le cultivateur s'aperçoit que depuis que les manufactures ont jeté des centaines d'ouvriers sur le pavé, les prix de tous les produits agricoles ont diminué.

Que prouvent les faits en face de toutes les déclarations de ces gens qui ont changé de principes pour obéir à M. MacKenzie? Le cultivateur se voit obligé de vendre ses denrées moitié moins cher qu'autrefois; il cherche la cause de cette diminution dans les prix, et la trouve dans les discours des parleurs rouges de 1872. Car

enfin, ils ne peuvent nier ce que nous avançons là. Aussi le *National* se garde bien même de faire allusion à la lettre de M. Joly, aux discours protectionnistes de MM. Laurier, Jetté, Prévost et Richard, aux écrits de MM. David et Beausoleil.

Il existe à Ontario une immense association de cultivateurs qui étend ses ramifications sur toute la province. Ces cultivateurs sont des gens instruits, éclairés et d'une habileté reconnue. Ils ont trouvé, comme leur confrère de notre province, la cause du mal général, et dans une requête adressée au parlement en 1876, ils disaient ce qui suit :

"Attendu que l'agriculture constitue un intérêt éminent du Canada et que la prospérité de toute la classe de la société dépend des succès du cultivateur, il est désirable de passer des lois qui assurent ce succès.

"Comme agriculteurs pratiques, nous ne pouvons voir qu'avec regret nos marchés inondés de produits américains libres de droits, tandis que les produits canadiens sont lourdement taxés pour entrer aux Etats-Unis.

"Nos requérants demandent respectueusement une protection qui nous assurera le marché national aux producteurs nationaux, ou que les mêmes droits soient imposés sur les produits agricoles importés des pays étrangers et Canada, que ceux qui sont imposés sur nos produits par ces mêmes pays."

Ce n'est pas la seule requête des cultivateurs d'Ontario. Presque toutes leurs sociétés d'agriculture ont adressé des requêtes dans le même sens. Dans ce système de protection tout s'enrichit et se sontient : la protection aux manufactures profite surtout aux cultivateurs, car elle donne aux ouvriers les moyens d'acheter, et la

moitié
vient d
améric
sé les
pour l
rieux r
En lisa
teurs n
sentir l
Cette p
temps
des Eta
paigne e

"L'agri
Pensylv
quelle tou
prospère,
ce, tout le
sion et les
Rendez-le
rera. Et
prospère,
chés dans
manufactu
et les ouvri
tion. Le
désire attir
est celui-ci
prix de cent
lés dans ce
dût de l'agri
nous est en
manufacture

"Cela p
strictement
et une enq
veulent me
cle de manu
drap, un ch
bottes, tout
ancore, qu'il
ils découvri
valeur vient
té ce fait da
un haut four
prix de ch
étaient payé
ge, pour leur
étouffe, leur v
vétir et nour
foin, leur ave
re des chevau
établissement

"Ce systé